NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Un “Think tank” n’est pas un modèle de char militaire

Un ***think tank*** ou **laboratoire d'idées**[1] est généralement une structure de droit privé, parfois une institution financée par l'Etat, en principe à but non lucratif, regroupant des experts et produisant des études et des propositions dans le domaine des politiques publiques et de l'économie. Alors qu'un laboratoire d'idées réunit des professionnels au sein d'une structure formalisée et produit de façon systématique des études et des rapports, un club ou cercle de réflexion est beaucoup moins formel. Il réunit, souvent autour d'un homme politique ou d'un parti, des personnes de bonne volonté désirant réfléchir sur une base non professionnelle à des problèmes relevant des politiques publiques. Dans les pays anglo-saxons, *think tank* est aussi nommé *brain box* ou *think factory*[2]. En 2010, il y avait 6 480 *think tanks*[3] dans le monde. La création de *think tanks* a été très forte de la fin des années 1960 au début des années 2000. Au plus fort de la

croissance, vers les années 1996, il se créait dans le monde près de 150 *think tanks* par an. Depuis, la progression de leur nombre a fortement ralenti aux États-Unis [3], mais elle s'est accélérée en France, de même que s'est accentué leur poids sur la décision politique[4]. Les États-Unis restent le pays qui compte le plus de *think tanks*, suivi depuis quelques années par la Chine[5].

exemple d'un think tank : l'Institut du Bosphore :

Institut du Bosphore

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.
{C} {C}

{C} {C}

Aller à : Navigation, rechercher
{C} {C}

pub	**Le ton de cet article ou de cette section est trop promotionnel ou publicitaire.** Modifiez l'article pour adopter un **ton neutre** ou discutez-en.

L'**Institut du Bosphore** est un Think tank rassemblant des personnalités turques et françaises issues d'horizons divers : hommes politiques, entrepreneurs, économistes, experts et intellectuels.

Membres du Comité scientifique

Co-présidents du Comité scientifique

- Henri de Castries, Président du Directoire du groupe AXA
- Kemal Derviş, Conseiller de l'Université Sabanci, Vice-président de la Brookings Institution

Comité scientifique

- Alexandre Adler, Historien, journaliste

- Lucien Arkas, Président du Conseil d'administration d'Arkas Holding
- Ahmet Aykaç, Economiste
- Pekin Baran, Président de Denizcilik S.A
- Suheyl Batum,Professeur du droit constitutionnel, Université de Bahcesehir
- Ümit Boyner, Présidente de la TUSIAD, Membre du Conseil d'administration de Boyner Holding
- Yavuz Canevi, Président de la Türk Ekonomi Bankasi / BNP Paribas
- Guy Carcassonne, Juriste spécialiste du droit constitutionnel
- Philippe de Buck, Directeur général de BusinessEurope
- Thierry de Montbrial, Fondateur et directeur général de l'Institut français des relations internationales (IFRI)
- Olivier Ferrand, Président de Terra Nova
- Claude Fischer, Présidente de Confrontations Europe
- Stephane Fouks, Directeur général de Havas Group, Président exécutif d'Euro RSCG Worldwide
- Nilüfer Göle, Sociologue, École des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- Bernard Guetta, Journaliste
- Élisabeth Guigou, Député française
- Nedim Gürsel, Écrivain, maître de conférences de littérature contemporaine turque à la Sorbonne, Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Hubert Haenel, Ancien Président de la Commission des Affaires européennes du Sénat
- Jean-Pierre Jouyet, Président de l'Autorité des marchés financiers
- Alain Juppé, Ministre français des affaires étrangères
- Rıza Kadılar, Représentant Turquie de Natixis Pramex, Membre de la Commission de la Communication de la TUSIAD
- Aldo Kaslowski, Président exécutif d'Organik Group
- Mustafa Koç, Président-directeur général de Koç Holding
- Thierry Mariani, Secrétaire d'État français chargé des Transports
- Gérard Mestrallet, Président-directeur général de GDF SUEZ
- Pierre Moscovici, Député français, Ancien vice-président du Parlement européen
- Soli Özel, Maître de conférences, Relations internationales, Université Kadir Has
- Paul Poudade, Ancien Ambassadeur de France en Turquie (2004-2007)

- Michel Rocard, Ancien Premier ministre français
- Daniel Rondeau, Ambassadeur de France, Romancier, éditeur, journaliste
- Güler Sabancı, Présidente-directrice générale de Sabanci Holding
- Jean-Luc Sauron, Professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, Président de l'Association des Juristes Européens
- Bernard Soulage, Vice-président de la région Rhône-Alpes
- Catherine Tasca, Vice-présidente du Sénat français
- Haluk Tükel, Conseiller de la TUSIAD, Président fondateur de l'Institut du Bosphore
- Füsun Türkmen, Professeur, Relations internationales, Université Galatasaray
- Sinan Ülgen, Président du Centre des études économiques et de politique étrangère (EDAM)
- Gilles Veinstein, Historien, spécialiste de l'histoire turque et ottomane, Collège de France
- Denis Verret, Senior International Advisor d'EADS/ Strategy and Marketing Organisation, Président de DV-Conseil

- **Bahadır Kaleağası, Président de l'Institut du Bosphore**

Sommaire

• 1 Généralités
- 1.1 Rôle
- 1.2 Typologie
- 1.3 Historique
■ 1.3.1 Jusqu'à la crise de 1973
■ 1.3.2 De 1973 à nos jours
• 2 Géographie et classement des think tanks
- 2.1 Les think tanks par grande région du monde
- 2.2 Les tops 25 des think tanks dans le monde
• 3 Les think tanks dans quelques pays
- 3.1 États-Unis
- 3.2 Grande-Bretagne
- 3.3 Belgique et Union européenne
- 3.4 Allemagne
- 3.5 France
- 3.6 Maroc
- 3.7 Mexique
• 4 Critiques
• 5 Notes et références
- 5.1 Notes
- 5.2 Références
• 6 Voir aussi
- 6.1 Liens externes
• 7 Bibliographie

Généralités

Rôle

Pour Peter Singer, les *think tanks* font un lien — il utilise la métaphore de la chaîne de bicyclette — entre le monde de la recherche et le monde politique, et apportent une rigueur académique à l'étude des problèmes contemporains. Pour James McGann, directeur du Think Tanks and Civil Societies Program à l'université de Pennsylvanie et éditeur du classement mondial des *think tanks*, ceux-ci « aident à mettre au point les agendas politiques et dressent des ponts

entre le savoir et le pouvoir[5] ». Aussi, si certains *think tanks* sont uniquement centrés sur la recherche et la diffusion de documents de travail, d'autres ajoutent à cette fonction une activité de club, c'est-à-dire qu'ils ont des adhérents dans la société civile, pour lesquels sont organisés des colloques, des séminaires et des réunions. Cette activité est particulièrement développée au Council on Foreign Relations et à la Fabian Society.

Pour Richard N. Haass[6] les *think tanks* contribuent de cinq façons à la politique publique :

- ils « génèrent des idées originales et des options politiques[7] » ;
- ils « fournissent un réservoir d'experts prêts à être employés par le gouvernement[8] ». Aux États-Unis, les *think tanks* contribuent à la circulation des élites, par exemple en servant de réservoirs de talents ou en permettant aux membres d'une administration d'intégrer une structure et de préparer leur retour lorsque leur parti n'est plus au pouvoir ;
- ils constituent « un lieu où les décideurs peuvent débattre d'idées et tester de nouvelles approches[8] ». Par exemple, Chatham House organise de nombreux débats sous les règles dites de Chatham House, qui permettent la confidentialité des échanges[9]. Cette pratique a été reprise par de nombreux *think tanks* ;
- ils ont un rôle pédagogique tant au niveau des élites que des citoyens, et contribuent à éclairer le débat public[10]. Certains *think tanks* ne sont guère intéressés par le grand public et préfèrent se centrer sur les décideurs, mais d'autres, au contraire, vont viser le grand public. Les *think tanks* « reaganiens » ou « thatcheriens », au départ considérés comme hors du « cercle de la raison », ont ciblé le grand public[11] et ont également servi de support à l'émergence d'un groupe de dirigeants conservateurs ;
- les *think tanks* consacrés aux Relations internationales peuvent « compléter les efforts officiels pour résoudre les conflits ».

Les *think tanks* ne visent pas seulement à réaliser des études originales. Un de leurs principaux objectifs est d'adapter les idées existantes aux « besoins et contraintes du monde politique »[12].

Typologie

Carol Weiss[13] distingue quatre variétés de *think tank* :

- des « universités sans étudiants », comme la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale ou l'IFRI en France. Ils emploient des chercheurs en général titulaires de doctorats et ont à cœur de réaliser des études dotées d'une rigueur académique ;
- des *think tanks* travaillant principalement grâce à des études commandées par les institutions publiques telle la RAND Corporation ;
- des *advocacy think tanks* (en français, on pourrait parler de « *think tanks* dévoués à une cause »). Ils produisent des études et promeuvent des idées en lien avec les valeurs qu'ils veulent défendre ;
- les *think tanks* liés aux partis politiques. En général, malgré tout, ils essaient de garder une certaine autonomie de façon à préserver la qualité des recherches

Historique

Jusqu'à la crise de 1973

La Fabian Society, créée à Londres en 1884 pour promouvoir des réformes sociales, est considérée comme le plus ancien *think tank*[14]. Viennent ensuite la Carnegie Endowment for International Peace (1910), créée par l'Institut économique de Kiel (Allemagne, 1914), et enfin l'Institute for Government Research qui deviendra la Brookings Institution (1916). La fin de la Première Guerre mondiale voit l'émergence de deux *think tanks* consacrés aux relations internationales : Chatham House (1920) et le Council of Foreign Relations (1921)[15].

La Seconde Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre vont voir l'émergence de nombreux *think tanks* : American Enterprise Institute (1943), Rand Corporation (1946), Société du Mont-Pèlerin (1947), Institute of Economic Affairs (1955), Hudson Institute (1961)[15]. Et c'est en Allemagne qu'entre 1945 et 1975 apparaissent 40 % des *think tanks*[16].

De 1973 à nos jours

Depuis 1973, on assiste dans les pays anglo-saxons à une montée en puissance de *think tanks* proches de Reagan et de Thatcher : Heritage Foundation, Cato Institute, Adam Smith Institute (qui aurait été destiné « à contrer les idéaux keynésiens »[17]). Les *think tanks* vont d'une certaine façon suivre et amplifier les divergences idéologiques qui commencent à se creuser dans ces pays. En réaction, des *think tanks* plus progressistes vont être créés, tel l'Institute for Public Policy Research. Néanmoins, durant cette période, ce sont plutôt les *think tanks* conservateurs qui vont être les plus influents et donner le ton. Au niveau de la politique internationale, le Project for the New American Century, créé en 1977, aura une forte influence sur le président George W. Bush, notamment dans sa politique irakienne[18].

En France, le monopole de l'appareil d'État sur l'expertise et la pensée a longtemps gêné le développement d'une pensée indépendante de l'État[19]. La création de l'IFRI en 1979 va marquer un tournant, alors que, parallèlement, la nécessité d'une réflexion et d'une pensée issues de la société civile se fait jour, et que l'idée que « la France perd la bataille de la diplomatie intellectuelle en Europe[20] » devient plus prégnante. Aussi, les années 1990-2000 voient-elles la création de nombreux *think tanks*[21] comme l'Institut Montaigne (2000), La République des idées (2002), Fondapol (2004) ; précédés par la Fondation pour la Recherche Stratégique, (1992), l'Institut de relations internationales et stratégiques, Notre Europe (1996) et EuropaNova (2002).

Cette montée en puissance des *think tanks* en France n'est pas isolée. En règle générale, la chute du mur de Berlin voit l'éclosion de nombreux *think tanks*, notamment dans les anciens pays communistes. Aux États-Unis, les démocrates et les libéraux, qui ont l'impression d'avoir en partie perdu la bataille des idées, vont étudier les moyens de renforcer les *think tanks* proches d'eux-mêmes et de mieux les financer, de façon à refaire leur retard[22]. En fait, aux États-Unis, les *liberals* classés à gauche sont alors puissants dans les universités, mais leurs *think tanks* ont pris du retard.

Géographie et classement des think tanks

Les think tanks par grande région du monde

Si l'on prend le détail par région, l'Afrique compte 8 % du total des *think tanks*, l'Asie 18 %, l'Europe 27 %, l'Amérique latine et les Caraïbes 11 %, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient 5 %, l'Amérique du Nord 30 % et l'Océanie 1 %[3]. Le classement de l'université de Pennsylvanie permet de voir quels sont les *think tanks* importants dans chaque région.

- En Europe, bizarrement le rapport distingue, comme durant la guerre froide, entre Europe de l'Ouest et de l'Est.
  - En Europe de l'Ouest, le premier *think tank* est Chatham House (Royaume-Uni) suivi par le Stockholm International Peace Research Institute (Suède) et l'Institut français des relations internationales (IFRI) (France).
  - En Europe de l'Est, le premier est le Carnegie Moscow Center (Russie), suivi de deux *think tanks* polonais : Polish Institute of International Affairs et Center for Economic and Social Research[23].
- Afrique. Les trois premiers *think tanks* sont localisés en Afrique du Sud : South African Institute of International Affairs (SAIIA), Institute for Security Studies (ISS) et Free Market Foundation. Notons le 15e rang du Centre d'études, de documentation et de recherches économique et sociale (CEDRES) du Burkina Faso et le 9e du Council For the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA), au Sénégal.
- Afrique du Nord et Moyen-Orient. Le premier est le Carnegie Middle East Center (Liban) suivi du Gulf Research Center (GRC) de Dubaï (Émirats arabes unis) et de l'Al-Abraham Center for Political and Strategic Studies (Égypte). Notons que le Centre d'études et de recherches en sciences sociales du Maroc est au 22e rang.
- Amérique latine. Le premier est la Fundação Getúlio Vargas (Brésil) ; le deuxième le Centro de Estudios Públicos (CEP) (Chili) ; le troisième le Centro Brasileiro de Relações Internacionais (CEBRI) (Brésil)[24].

- Asie. Le premier *think tank* est le Chinese Academy of Social Sciences (Chine), suivi du Japan Institute for International Affairs (JIIA) (Japon) et de l'Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA) (Inde). Dans le top 25 des pays asiatiques, cinq *think tanks* sont chinois et six indiens[25

Les tops 25 des think tanks dans le monde

Selon le rapport de l'Université de Pennsylvanie de 2010 — qui peut être sujet à certaines critiques méthodologiques[26] —, le top 25 s'établit ainsi :

- Top 25 des meilleurs *think tanks* : premier Brookings Institution (États-Unis), deuxième Council of Foreign Relations (États-Unis), troisième Carnegie Endowment For International Peace (États-Unis). Le premier *think tank* chinois est 24e : le Chinese Academy of Social Sciences (CASS)[27].
- Meilleurs *think tanks* affiliés à une université : Hoover Institution (Stanford), Belfer Center for Science and International Affairs (Harvard), Center for International Developpement (Harvard). Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI Sciences Po Paris) est au 7e rang[28].
- Meilleurs *think tanks* affiliés à un gouvernement. World Bank Institute, Congressional Research Service (États-Unis), Royal United Services Institute for Defense and Security Studies (Royaume-Uni), Council of Policy Advisors (Union Européenne)[29].
- Meilleurs *think tanks* affiliés à un parti. Les deux premiers sont allemands : la Friedrich Ebert Foundation (FES) et la Konrad Adenauer Foundation. Le troisième est anglais : le Center for Policy Studies. En France, Terra Nova est 19e et la Fondapol 23e, juste derrière le Central Party School (chinois)[30].

Les think tanks par pays

Pays anglophones

États-Unis

Les États-Unis sont le pays qui compte le plus de *think tanks* ; c'est même de ce pays qu'est venue l'expression de lobby pour les désigner. La capitale, Washington, compte 393 *think tanks* (un cinquième du total). Pour Peter Singer[N 1], cette ville est d'une certaine façon celle de « l'industrie des idées ». Les *think tanks* sont particulièrement nombreux sur Massachusetts Avenue, avec notamment la Brookings Institution (au sommet du classement depuis plusieurs années) et le Carnegie Endowment for International Peace.

Les *think tanks* ont une influence assez forte. L'idée du plan Marshall vient de travaux de la Brookings Institution[5]. L'Heritage Foundation, à travers notamment son *Mandate for Leadership*, a dressé les contours des politiques mises en œuvre par le président Reagan[5]. Plus récemment, certains *think tanks* ont soutenu la guerre en Irak, tandis que d'autres, quand la situation s'est dégradée, ont conçu entre 2004 et 2006 la politique alternative qui a été adoptée dans un second temps[5].

Si ce pays compte des *think tanks* conservateurs tel l'Heritage Foundation, il compte aussi des *think tanks* progressistes comme le Center for American Progress (créé en 2003) pour jouer, côté démocrate, un rôle similaire à celui de l'Heritage Foundation. À côté de ces *think tanks* engagés, le Council on Foreign Relations, la Brookings Institution et la Rand Corporation se veulent non-partisans. Parmi les autres *think tanks* influents, on peut citer également le Project for the New American Century[31], le Cato Institute (libertarien), la Hoover Institution, la Brookings Institution, la RAND Corporation, le German Marshall Fund of the United States ou encore l'American Enterprise Institute[32].

Il est à noter que souvent les *think tanks* servent de vivier pour les administrations américaines et, parfois, de base de repli en cas de changement politique ; les critiques concernant cette pratique parlent de *revolving doors*. Plus de 60 % des secrétaires d'État assistants du ministère américain des Affaires étrangères (State Departement) sont issus des *think tanks*[5].

Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne compte en 2010 environ 278 *think tanks*. Le pays compte cinq *think tanks* classés dans le top 25 mondial[33] : Chatham House (quatrième), Amnesty International (cinquième), International Institute for Strategic Studies (quatorzième), Human Rights Watch (seizième), Adam Smith Institute (dix-neuvième). Le Royaume-Uni est particulièrement bien placé dans le domaine des *think tanks* concernant la « bonne gouvernance » et la « transparence » avec Transparency International (premier dans le domaine), Amnesty International (second), Human Rights Watch (troisième), Oxford Council on Good Governance (huitième), le Mo Ibrahim Foundation (onzième), Taxpayers Alliance (douzième)[34]. Le pays compte également trois *think tanks* de rang mondial au niveau environnemental[35] avec Chatham House, l'International Institute for Environment and Development et E3G, Third Generation Environmentalisme. Le Royaume-Uni compte aussi un *think tank* de niveau mondial dans le secteur des sciences et technologies[36] avec le Science and Technology Policy Research. Le pays a également trois *think tanks* affiliés à un parti politique de niveau mondial avec le Centre for Policy Studies, Demos et la Fabian Society[37]. Dans le domaine de la sécurité et des relations internationales, la Grande-Bretagne compte quatre des 25 meilleurs *think tanks* : International Institute for Strategic Studies (sixième), Chatham House (huitième), Human Rights Watch (douzième), ainsi que European Council on Foreign Relations (dix-septième)[38].

Europe

Arménie : Selon le rapport 2012 de "Global Go Think Thank" il y a 14 think tanks en Armenie dont la plupart est à Yerevan. Economic Development and Research Center (EDRC), International Center for Human Development (ICHD) & Armenian International Policy Research Group sont les plus actifs et les plus connus.

Belgique

Bruxelles, siège de la Commission européenne, compte trois institutions à

vocation mondiale ou européenne figurant dans le top 25 des meilleurs *think tanks* mondiaux : International Crisis Group (11e rang), Centre for European Policy Studies (15e rang), et Bruegel (think tank) (18e rang)[39].

Le fait que les institutions européennes aient souvent leur siège à Bruxelles explique aussi que la Belgique compte quatre *think tanks* affiliés à un parti politique figurant au top 25 mondial : le Centre for European Policy Studies, déjà nommé (8e rang mondial), la Green European Foundation (12e), la Foundation for European Progressive Studies (FEPS) (14e) et l'European Ideas Network (20e)[30]. La Belgique a aussi deux institutions dans le top 25 des *think tanks* en science et technologie : le Lisbon Council for Economic Competitiveness (18e) et l'Institute for the Encouragement of Scientific Research and Innovation of Brussels (ISRIB) (23e)[40].

Allemagne

Trois faits méritent d'être soulignés. L'Allemagne (où l'on utilise de préférence l'équivalent allemand *Denkfabrik*) est bien placée au top 25 des *think tanks* portant sur la science et la technologie : le Max-Planck-Institut (1er), la Bertelsmann Stiftung (« fondation ») (2e), le Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF)[40]. Par ailleurs, elle est en tête également du top 25 des meilleurs *think tanks* affiliés à un parti politique, avec quatre *think tanks* — Friedrich Ebert Stiftung (FES), Konrad Adenauer Stiftung (KAS), Heinrich Böll Stiftung, Friedrich Nauman Stiftung (FNS) — dans les cinq premiers mondiaux[30]. Enfin, de façon générale, ce pays est bien placé dans les classements : sept *think tanks* dans le top 25 d'Europe de l'Ouest[41], trois dans le top 25 des *think tanks* de développement international[42], quatre dans le top 25 des *think tanks* de l'environnement[43], trois dans le top 25 des *think tanks* sur la sécurité et les affaires internationales (la France en a quatre), deux dans le top 25 des *think tanks* sur l'économie politique domestique (intérieure), un dans le top 25 des *think tanks* en politique sociale[44].

France

Forum des think tanks en 2012

Si la France a une longue tradition[45] de clubs et cercles politiques tels que le Club Jean Moulin durant les années 1960, le recours à une expertise professionnelle indépendante des structures de l'État est beaucoup plus récente, puisqu'un des premiers laboratoires d'idées, l'IFRI, a été fondé en 1979[45]. Actuellement, la France en compterait 160, contre 190 en Allemagne, 300 au Royaume-Uni et 1 500 aux États-Unis[45]. Progressivement, les *think tanks* français se structurent et, depuis 2010, un forum des *think tanks* est organisé à l'automne sous l'impulsion de la Fondapol et du Club Jade[46]. Il rassemble une quinzaine des principaux *think tanks* du pays : EuropaNova, la Fondation Copernic, la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne, Terra Nova…

Fin 2011, alors que le débat sur la place de l'industrie commence à émerger en France, un laboratoire d'idées consacré à l'industrie est créé : La Fabrique de l'Industrie, dont le conseil d'orientation comprend à la fois des représentants patronaux et des syndicalistes[47].

Si la France a longtemps peu misé sur la production d'idées à travers les *think tanks*, les choses semblent changer. Le journal Le Monde, en janvier 2011, titre un article « Faut-il son think tank pour gagner la présidentielle[48] ? » Du côté de l'UMP, selon les auteurs de l'article[48], Jean-François Copé aurait demandé aux *think tanks* classés à droite[N 2] de travailler sur trois thèmes structurants : la compétitivité et les trente-cinq heures, la laïcité, la justice sociale. À gauche, les *think tanks*[N 3] devraient être auditionnés avant la convention du projet. Toutefois, cet intérêt nouveau des politiques doit être tempéré. Certes, face à la création par le Parti socialiste début 2009 d'un « hub » — c'est-à-dire d'un centre de mutualisation (le Laboratoire des idées)—, l'UMP a créé un Conseil des *think tanks* et des clubs… Mais il faut noter qu'au moins deux *think tanks*, l'Institut Montaigne et le *think tank* européen EuropaNova, ont préféré affirmer leur indépendance et se tenir éloignés de ces structures[48]. Après l'élection un Think tank de Gauche, Cartes sur table, semble vouloir peser sur les choix gouvernementaux à travers un programme de 100 propositions[49], largement reprises par les médias français[50][51].

Maroc

Au Maroc, de nombreux *think tanks* ont émergé ces dernières années. *Le Temps*[52] et *Jeune Afrique*[53] citent ainsi le Centre d'études et de recherches en sciences sociales (Cerss), créé en 1993 et ancré dans le milieu universitaire ; le Cercle d'Analyse Politique (CAP), que *Jeune Afrique* lie à l'Union socialiste des forces populaires ; l'Institut royal des études stratégiques, proche du pouvoir royal ; et l'Institut Amadeus, lui aussi lié au gouvernement, selon *Le Temps*[52]. Ce journal note également la relative faiblesse des *think tanks* universitaires, liée à la faible densité de l'enseignement supérieur au Maroc. Plus récemment, en 2011, la Fondation Diplomatique[54] — organisme sans appartenance politique, et lié au magazine marocain des relations internationales *Diplomatica* — s'est spécialisée dans les relations sud-sud ayant pour cadre le Maroc.

Mexique

Pendant la longue période de pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI),

membre de l'Internationale socialiste, l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), située dans le District fédéral, a été le principal *think tank* du pays — particulièrement la Faculté de Sciences Politiques et Sociales, qui a préparé bon nombre des figures politiques du PRI.[réf. nécessaire]

À l'arrivée du Parti action nationale, dont nombre de dirigeants ont été formés dans des universités privées, l'UNAM a perdu sa position de monopole face à d'autres centres éducatifs comme El Colegio de México, l'Institut technologique autonome de Mexico et l'Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey, ainsi qu'à des universités privées établies sur l'ensemble du territoire national.[réf. nécessaire]

Critiques

L'influence de certains intérêts privés sur les médias, via notamment les *think tanks*[55], a été étudiée par Noam Chomsky et Edward Herman dans leur livre *La Fabrication du consentement*, et théorisée en partie via leur modèle de propagande. L'histoire des *think tanks* néolibéraux, leur finalité et leurs liens avec les lobbies financiers ont fait l'objet d'une enquête approfondie de Roger Lenglet et Olivier Vilain dans *Un pouvoir sous influence : quand les think tanks confisquent la démocratie* (Armand Colin, 2011). Pour certains, les laboratoires d'idées sont particulièrement influents dans le réseau des médias pour diffuser le schéma « Peur, incertitude et doute » ; tels *The Heartland Institute*, le *DCI Group* et le *Hudson Institute*, opérant sur la *contestation* du consensus scientifique produit pour décrire le réchauffement climatique ; les intérêts stratégiques pour l'industrie pétrolière et l'industrie lourde sont en effets considérables concernant la contention de toute législation dans ce domaine.

Par ailleurs, notamment aux États-Unis, la multiplication des *think tanks* induit une tendance parmi les *think tanks* les moins établis, ou parmi les plus abondamment pourvus par les groupes financiers : ils sont rendus plus sensibles aux exigences des entreprises et des groupes de pression[5].

Notes et références

Notes

1. ↑ Peter Singer est directeur de la 21st Century Defense Initiative à la Brookings Institution.
2. ↑ Pour lesquels les auteurs citent Fondapol, la Fondation Concorde, l'IFRAP, l'Institut économique Molinari, l'Institut Turgot et l'Institut Robert-Schuman (différent de la Fondation Robert-Schuman). En fait ces *think tanks* n'ont pas une approche homogène, et, à travers eux, Jean-François Copé semble aussi vouloir faire remonter les idées des différents courants de l'UMP (voir article cité de Pierre Jaxel-Truer et de Sophie Landrin, *Le Monde* du 20 janvier 2011).
3. ↑ Sont notamment classés par les auteurs de l'article comme étant dans la mouvance social démocrate ou social libérale et proeuropéenne : Terra Nova, la Fondation Jean-Jaurès, Notre Europe, EuropaNova, Confrontations Europe, l'IRIS, En temps réel.

Références

1. ↑ Dictionnaire Hachette illustré, éd. 2003 (1858 p.)
2. ↑ (en) Think tank sur Merriam-Webster [archive]
3. ↑ a, b et c University Pennsylvania, 2011, p. 20.
4. ↑ *Un pouvoir sous influence – Quand les think tanks confisquent la démocratie*, éd. Armand Colin 2011
5. ↑ a, b, c, d, e, f et g Peter W. Singer, *Factories to Call Our Own*, Washingtonian.com, août 2010.
6. ↑ Haas, 2002 ; Boucher et Royo, p. 36-38.
7. ↑ Boucher et Royo, p. 36.
8. ↑ a et b Boucher et Royo, p. 37.
9. ↑ Boucher et Royo, p. 43.
10. ↑ Boucher et Royo, p. 38.
11. ↑ Boucher et Royo, p. 45.
12. ↑ Boucher et Royo, 2006, p. 42.
13. ↑ Weiss, 1992 ; Boucher et Royo, 2006, p. 35.
14. ↑ Boucher et Royo, 2006, p. 46. Voir aussi James A. Smith, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991.
15. ↑ a et b Boucher

source : wikipedia.fr